

mie internationale et la situation d'endettement. Autrement, on aboutit au point où les flux nets vont des pays en voie de développement vers les pays industriels!

Ainsi, en 1985-86, la contribution nette du FMI au financement des balances de paiement des pays membres a été négative: le total des nouveaux crédits (3,9 milliards) a été inférieur de quelque 340 millions à celui des remboursements, alors que la contribution nette du Fonds monétaire avait été de 3,2 milliards l'année précédente.

Plus encore, d'après les chiffres du FMI, il y aurait eu un flux net de 27 milliards de dollars des pays en voie de développement vers les pays industriels. Ce qui est vraiment la logique de l'ajustement. À partir du moment où on n'a plus confiance aux pays débiteurs, il y a beaucoup moins de flux privés; ne restent que les flux publics pour essayer de maintenir ces pays à flot et, comme on table sur des croissances extrêmement faibles, on engage très peu d'argent. Cela revient à gérer l'enfoncement. Et, pour la plupart des pays pauvres, c'est purement catastrophique.

Et les solutions?

L'idée commence à faire son chemin que beaucoup de pays ne pourront tout simplement pas payer. Le problème, c'est qu'on ne peut pas déclarer un moratoire ou annuler les dettes sans faire sauter le système bancaire international. En cas d'annulation pure et simple, plusieurs grandes banques américaines devraient se déclarer en faillite. On est donc amené à bricoler des solutions au coup par coup. Les pays industriels ne veulent pas entendre parler d'un traitement plus général du problème, qui mettrait en cause le système financier international (pareille remise en cause est-elle d'ailleurs possible?). Il faut, en quelque sorte, étaler le non-remboursement de manière que le système financier puisse absorber le coup.

Oui, l'idée fait son chemin mais, encore là, de manière très dissymétrique. Quand, en novembre 1986, le Mexique s'est de nouveau trouvé dans l'impossibilité de rencontrer ses obligations, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont débloqué 6 milliards et ils ont fait pression sur les banques privées pour qu'elles arrivent à sortir 6 autres milliards. C'est parce que c'est le Mexique, un client très important pour

les États-Unis et pour le système bancaire international. En fait, il y a des pays qui en auraient encore plus besoin que le Mexique. À Madagascar, certaines catégories de la population commencent à souffrir de la faim pour des raisons économiques: l'économie est en pièces... mais les institutions internationales ne sont pas pressées.

Il est essentiel qu'il y ait des flux nets de capitaux vers le tiers monde et vers les pays les moins développés. La position qui commence à se dessiner dans les pays du tiers monde, de ne pas consacrer au service de la dette plus d'une certaine partie de leurs revenus, est tout à fait raisonnable. La contrainte financière est telle, actuellement, qu'elle désorganise l'appareil de production: elle met la demande à un niveau si bas qu'il n'y a pas moyen de restructurer l'offre. En réalité, le problème qui se profile derrière l'internationalisation et l'endettement, c'est celui de la régulation économique internationale.

Les pays industriels craignent énormément toute position concertée des pays débiteurs et font tout pour l'empêcher, notamment en traitant séparément et à des conditions privilégiées le cas des plus gros débiteurs (Mexique, Brésil, Argentine), qui sont le plus à même de peser sur les négociations. Pourtant, cette menace d'un front des débiteurs a été déterminante pour faire avancer l'idée que le poids de la dette doit être réparti plus équitablement entre créanciers et débiteurs, et que le retour à la croissance des pays du tiers monde doit passer avant le recouvrement de ces créances contractées dans des conditions si particulières. Le renforcement de la position des débiteurs est une étape importante pour sortir de l'impasse.

Mais il ne faut pas se faire d'illusion: si la régulation internationale doit prévenir la rupture pure et simple du système, il faudra que ça passe également par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Le débat portera d'abord sur les fonds dont ces deux organismes pourront disposer. Ces dernières années, les États-Unis se sont opposés aux augmentations de fonds de la Banque et à la possibilité de créer des DTS (droits de tirage spéciaux) du FMI, en disant que ces mesures allaient favoriser l'inflation. Pendant ce temps-là, ils se paient un déficit budgétaire de 200 milliards...

Il convient également de reconnaître l'importance des efforts faits pour essayer de réguler et de stabiliser, comme les accords passés entre les pays industriels pour arriver à stabiliser les taux de change. Évidemment, ça reste une

entente entre les plus forts. Mais ça vaut probablement mieux que pas d'entente du tout. Car il ne faut pas se leurrer: les plus forts resteront pour longtemps encore les plus forts et ils mettront en place ce qu'ils auront envie de mettre en place.

D'ailleurs, la réflexion du FMI et de la Banque mondiale est en train de dépasser l'économie néo-classique pure et dure («ouvrez, rétablissez une économie de marché, créez l'environnement favorable et vous verrez que l'initiative privée fera des merveilles!»). Ils se rendent bien compte que, dans la majorité des pays du Sud, ça ne marche pas.

L'urgence

Les institutions comme la Banque mondiale et le FMI suivent une logique financière tout en s'occupant de développement. C'est pourquoi leurs instruments d'analyse gommant la réalité. Ils ne rendent pas compte de la gravité, sur le terrain, de la famine, de la marginalisation sociale et politique, de la dégradation générale dans beaucoup de pays africains. La situation actuelle exige qu'on réponde aux besoins internes de ces pays, alors qu'on est en train d'orienter leurs ressources vers l'exportation. On minimise le problème alimentaire, qui va s'aggravant.

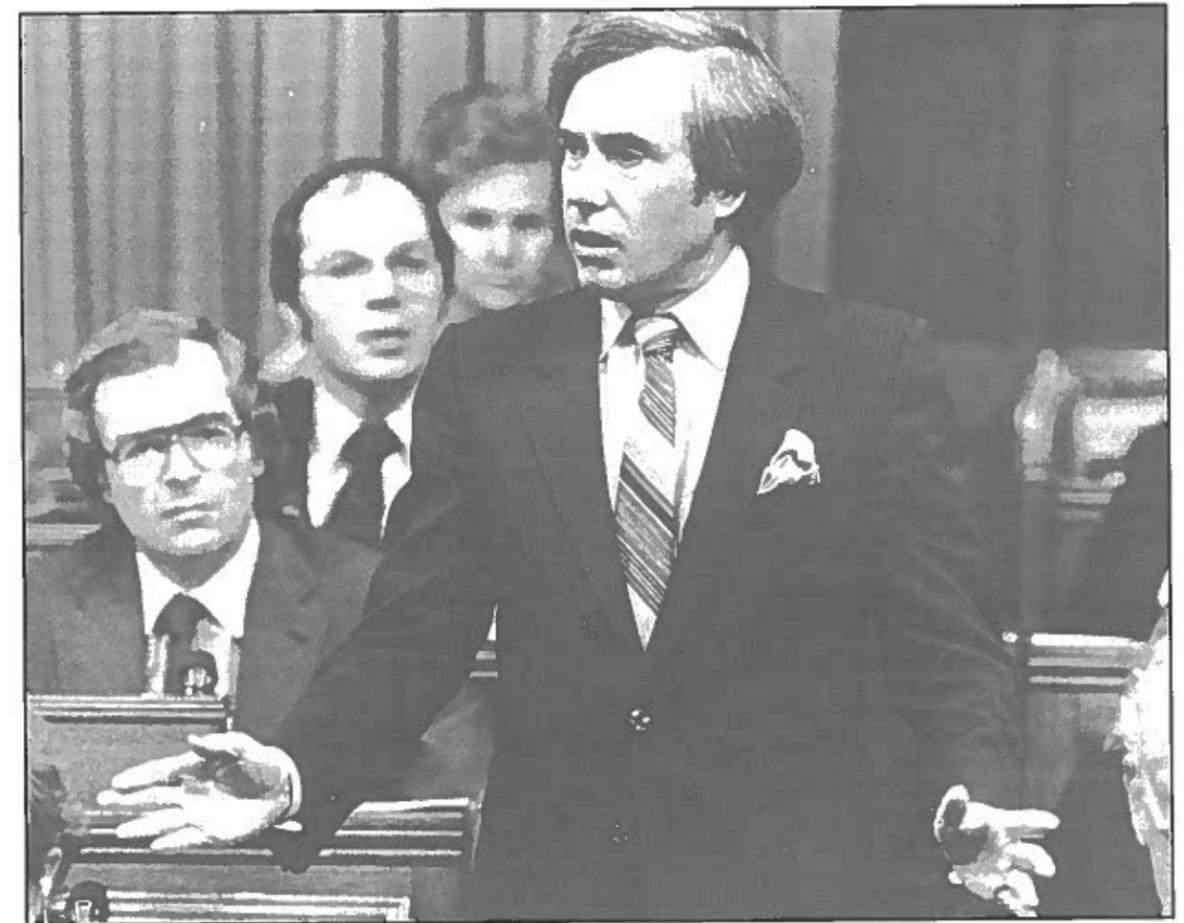
Il y aurait peut-être une autre voie. Car après tout les Africains ont eux-mêmes proposé des solutions, en particulier dans le cadre de l'OUA. Mentionnons simplement le «Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000» publié par l'OUA en 1981, dont la philosophie d'interdépendance, de complémentarité, d'intégration régionale, ne correspond pas aux orientations extraverties et désarticulées qu'on est en train de leur imposer. Si on accepte de dépasser le court terme pour considérer la question de fond, qui est celle du développement, il ne fait pas de doute que les auteurs du Plan d'action de Lagos ont raison. Toute la question est de savoir combien il faudra encore de famines, de coups d'Etat, de déplacements de population, avant qu'on le reconnaisse. Car autrement, le long terme ne sera qu'une série de courts termes désastreux, désespérément semblables les uns aux autres et aboutissant à renforcer la ceinture de misère qui supporte l'Occident. ■

La neutralité canadienne en Amérique centrale

GRANDS PRINCIPES ET GROS SOUS

par Pierre Beaucage

département d'anthropologie, Université de Montréal



Un diplomate influençable: le secrétaire d'État McGuigan

Contrairement à la plupart des pays occidentaux, le Canada n'a pas une longue expérience dans le domaine des relations avec le tiers monde. Comme nos porte-parole se font un devoir de le répéter: «Nous n'avons jamais eu de colonies...»

Ce n'est qu'en 1968 que le gouver-

nement de P.E. Trudeau dotait le Canada de sa première politique articulée et globale face à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique latine. Remplaçant les initiatives dispersées du précédent Bureau de l'aide extérieure, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se voulait axée sur «la coopération en vue du développement»: coopération de pays à pays, participation aux institutions internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement...), appui aux organismes régionaux d'intégration économique (comme le Pacte andin), assistance aux plus

démunis, entre autres à travers les organisations non gouvernementales (les ONG).

On postulait alors que le développement économique dans le tiers monde entraînerait à la fois la démocratisation de ces pays et la stabilisation de la situation internationale; le sous-développement, au contraire, est porteur de «violence» et de «confrontations» lourdes de conséquences¹. Le Canada adoptait donc ce qu'on pourrait appeler l'approche socioéconomique face aux problèmes du tiers monde.

Canapress

1. Agence canadienne de développement international. *Stratégie de coopération au développement international 1975-1980*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1975.

L'Amérique centrale constituera, à partir de 1978, un excellent terrain d'essai pour la politique canadienne à l'égard du tiers monde puisqu'on retrouve dans l'isthme et ses cinq mini-républiques à peu près toutes les composantes des crises contemporaines.

Certains auteurs y ont vu à l'oeuvre une politique indépendante et rationnelle, menée par un État qui doit arbitrer entre les pressions contradictoires dont il est l'objet². Je crois, au contraire, qu'une analyse plus fouillée décèle, au début, une démarche autonome, conforme à la politique formulée officiellement par le gouvernement canadien, mais que cette position initiale se voit progressivement abandonnée au profit d'un alignement presque complet sur les positions de Washington. On peut distinguer plusieurs étapes dans cette correction de parcours.

Dans un premier temps, l'ensemble de la politique obéit à un principe directeur: les crises sociales et politiques ont des bases économiques, et c'est à celles-ci qu'il faut s'attaquer... en n'oubliant pas, bien sûr, nos intérêts économiques³. Cette politique s'est appliquée d'une façon particulièrement claire dans le cas du Salvador. Au plan interne, le gouvernement avait les coudées franches, car les intérêts économiques canadiens y étaient négligeables. En outre, un mouvement considérable s'était développé ici, au cours de l'année 1980, pour dénoncer les violations des droits humains et réclamer la non-ingérence en Amérique centrale. Le mouvement eut tôt fait d'inclure dans ses rangs des groupes syndicaux et populaires, le NPD, des représentants de diverses Églises et même... quelques députés libéraux.

Ces facteurs conjugués incitèrent le gouvernement à se munir, d'abord, d'une information plus complète sur cette région mal connue: à l'été 1980, de hauts fonctionnaires rencontraient une délégation du FDR (Front démocratique révolutionnaire du Salvador). Le 5 décembre suivant, aux Nations unies, le représentant canadien appuyait une résolution dénonçant les violations des droits humains dans ce pays et exigeant l'arrêt des envois d'armes et de toute intervention étrangère: les États-Unis avaient voté contre...

En même temps, on entreprenait de réduire l'aide aux gouvernements salvadorien et guatémaltèque et on envisageait d'aider le Nicaragua (ce qui ne sera fait qu'à partir de 1982).

Par rapport au Guatemala, on n'ira jamais aussi loin: l'importance des intérêts canadiens dans ce pays a visiblement pesé très lourd pour empêcher toute dénonciation officielle de la répression; l'aide sera rapidement rétablie, bien qu'à un niveau inférieur.

Un voyage à Washington

L'année 1980 représente, en ce qui concerne l'Amérique centrale, l'année où le Canada s'est le plus démarqué de la ligne de Washington. Cette autonomie fut rendue possible par un ensemble de facteurs, comme une large mobilisation au pays et l'absence d'intérêts canadiens majeurs dans la région concernée (sauf au Guatemala), mais aussi par la relative flexibilité du président Carter face à ses alliés et par l'importance qu'avait prise dans le discours démocrate la question des droits humains.

Mais janvier 1981 devait marquer l'arrivée des Républicains à la Maison blanche. Un des premiers gestes du nouveau président (qui s'était engagé à restaurer la grandeur des États-Unis) fut d'inviter à Washington le ministre canadien des Affaires extérieures. Histoire de lui présenter un «Livre blanc» hâtivement fabriqué, où l'on expliquait que la crise centro-américaine résultait directement de l'ingérence soviétique dans la région. Le document, qui fit ensuite le tour des chancelleries occidentales, ne convainquit personne, sauf son premier lecteur, le ministre McGuigan.

Désormais, on assista à un long glissement de la position canadienne vers celle des États-Unis, sensible à la fois dans le discours et dans les pratiques. Un discours d'Allan McEachen, le nouveau ministre des Affaires extérieures, nous permet de mesurer, en 1983, le chemin parcouru:

Il nous faut établir des relations politiques plus étendues et diversifiées avec les pays de l'Amérique latine. Ce faisant, nous pourrions promouvoir un certain nombre de nos objectifs⁴.

Le premier de ces objectifs est, bien sûr, «de consolider nos intérêts commerciaux et économiques». En même temps, le ministre réaffirme sa préoccupation pour «le respect des droits de la personne» dans une «Amérique centrale politiquement et économiquement stable, gouvernée par des régimes responsables des besoins de la population»⁵.

Jusqu'ici, rien de nouveau: le ministre se borne à réitérer le postulat de base de la «coopération pour le développement», à savoir qu'il ne saurait y avoir contradiction entre les intérêts des entreprises canadiennes et ceux des populations d'Amérique centrale ou d'ailleurs. Cependant, un élément nouveau apparaît: «la promotion des valeurs fondamentales de la civilisation occidentale, qui unissent tous les pays de l'hémisphère».

La manière dont le nouveau discours officiel manipule cet élément des «valeurs fondamentales» contredit singulièrement l'approche tiers-mondiste des années 70. À l'époque, le gouvernement canadien critiquait le fait de «surimposer les systèmes économiques, politiques et sociaux du monde industrialisé» sur les pays pauvres et appelait à respecter «le développement humain et la culture propre des pays assistés»⁶.

Comment ne pas voir dans ce changement (qui va beaucoup plus loin que le vocabulaire) le résultat de la croisade planétaire du président Reagan, qui justifie son intervention en Amérique centrale au nom de la défense des «valeurs de l'Occident chrétien»? C'est au nom de ces mêmes valeurs, rappelons-le, que les régimes «amis» de l'Argentine et du Chili, du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua somoziste ont enlevé, torturé et assassiné des milliers d'opposants, au cours des dix dernières années.

Alors qu'aux États-Unis le changement de politique avait correspondu à un changement de gouvernement, au Canada, c'est pendant le dernier mandat libéral que s'effectua, en douce, la correction de parcours. Sans renoncer à expliquer la crise centro-américaine par des facteurs socioéconomiques, on se rallie à la thèse des «idéologies et des forces politiques étrangères»⁷. Dans le même sens, on réévalue les divers régimes politiques en Amérique centrale:

Le gouvernement du Salvador a ses défauts mais il est le gouvernement légitime du pays, reconnu comme tel par les Nations unies et par tous les gouvernements du monde (...) Il cherche à mener une réforme sociale

et économique et à consolider le régime démocratique (...) Le Canada ne peut justifier les activités de groupes de guérilla de la gauche qui cherchent à renverser un gouvernement légitime par la force armée (...) Nous savons que les forces de la guérilla reçoivent un appui de l'étranger et nous acceptons que le gouvernement du Salvador ait le droit de tenter d'obtenir d'autres pays, comme les États-Unis, des moyens de se défendre.

D'un même souffle, il poursuit:

Le gouvernement du Canada reconnaît que le Nicaragua, en tant qu'État souverain, a le droit de choisir son régime de gouvernement. Mais nous regrettons également sa tendance de plus en plus marquée à l'autoritarisme. (...) L'éloignement du non-alignement officiel et l'appui de l'insurrection dans les pays voisins ne font qu'ajouter aux risques de violence (...) Pour le Canada, aucune idéologie ne justifie l'exportation de la violence.

En trois ans, on le voit, l'analyse canadienne de la situation en Amérique centrale s'est complètement transformée. Est-ce la situation qui a tellement changé? Au Salvador, l'archevêché continue de dénoncer les abus constants du pouvoir civil et militaire. Quant au Nicaragua, les Sandinistes y ont remporté une confortable majorité dans des élections où l'opposition a pu faire campagne librement; malgré la guerre civile déclenchée par la *contra*, le dossier des droits humains y est le meilleur de la région avec celui du Costa Rica. La fable voulant que le Nicaragua exporte la violence a été démentie par des sources américaines⁸: en fait, le seul exportateur de violence en vrac dans la région est notre voisin du sud!

Les affaires et la sécurité

Ceux qui s'attendaient à des revirements spectaculaires en politique extérieure après la prise du pouvoir par les Conservateurs ont sans doute été bien déçus. Fort conscient de son inexpérience et désireux d'éviter d'autres gaffes coûteuses, le gouvernement Mulroney



Rios Montt, le tyran illuminé du Guatemala

avance à pas de souris en ce domaine. Jouent également un rôle, certainement, les contradictions entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, qui représente au sein du parti la tendance «libérale», et Erik Nielsen, alors ministre de la Défense, partisan de la ligne dure. Malgré tout, dans la foulée du «mandat de changement et de renouveau» qu'il dit avoir reçu de l'électorat, le PC a fini par produire, en juillet, un «Livre gris» sur sa politique extérieure⁹.

D'entrée de jeu, on nous rappelle les objectifs du document: «étudier le milieu international et son influence sur notre prospérité et notre sécurité, ainsi que les réactions que nous commande (sic) ce phénomène». Le ministre ajoute aussitôt: «le Canada est une société démocratique et le gouvernement est résolu à défendre nos valeurs» à travers l'OTAN et NORAD, tout en jouant un «rôle actif et constructif» à l'ONU, aux sommets économiques, au sein du Commonwealth, de la Francophonie et de l'OCDE...

Dans le cadre de cette nouvelle (?) politique extérieure axée sur l'économique («prospérité») et l'escalade militaire («sécurité»), le tiers monde est relégué à une place secondaire, alors qu'il était un élément central de la poli-

tique du gouvernement Trudeau.

Ce sont, bien entendu, les États-Unis qui occupent la place d'honneur, pour ne pas dire toute la place. De même, la «sécurité» remplace la coopération. Alors que les documents antérieurs de l'ACDI attribuaient la pauvreté d'un grand nombre de pays à l'asymétrie du commerce international, cette fois, c'est une toute autre argumentation qu'on nous sert:

Dans l'ensemble, le système a bien servi ses membres (...) mais les divers pays n'ont pas manifesté la volonté politique pour mettre en oeuvre des politiques économiques qui répondent à la fois aux exigences du système international et aux besoins de leurs populations.

On reconnaît sans peine l'argumentation que tient aux pays pauvres le Fonds monétaire international: le système est bon, il s'agit de s'y adapter...

À propos de l'Amérique centrale, nous apprenons que «certains signes indiquent que la démocratie fait des progrès en Amérique centrale. La situation reste cependant très instable et fortement polarisée autour de la gauche et de la droite.» Il est vrai que «le processus de Contadora offre le meilleur espoir d'un règlement pacifique du conflit». En tant que «conflit régional» dans des «régions qui sont les plus proches du Canada», les luttes en Amérique centrale et aux Antilles

engagent le Canada sur le plan humanitaire (...), portent atteinte à nos

2. Steven Baranyi, «Canadian Foreign Policy towards Central America», *Nord-Sud*, vol 10, n. 19: p.23-58.
3. Agence canadienne de développement international, *Le Canada et la coopération au développement*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1976; p. 9-16.
4. Allan McEachen, Communication au séminaire *L'Amérique latine et ses rapports avec le Canada*, Ottawa, Association canadienne de l'ONU et ICDI, 1983; p.4.

5. Ibidem, p.9.b.
6. ACIDI, *Le Canada et la coopération internationale*, p.10.
7. Allan McEachen, *L'Amérique latine et ses rapports avec le Canada*, p.8.
8. John H. Buchanan, «Honduras/Nicaragua: War Without Winners», NACLA, vol 16, n.5; p.2-12.
9. Gouvernement du Canada, *Compétitivité et sécurité: orientations pour les relations extérieures du Canada*, Ottawa, Ministère des Affaires extérieures, 1985.



Duarte, le funambule du Salvador

intérêts économiques (...) et touchent nos intérêts stratégiques; en d'autres termes, elles représentent une menace pour la région en cause, pour les relations entre nos alliés et pour la paix mondiale.

Comment ces nouvelles priorités explicites, commerce et intérêts militaires, se manifestent-elles dans la politique canadienne actuelle dans la région?

Les intérêts économiques y sont pour le moment assez bien servis. L'accroissement constant de nos exportations devrait se maintenir, surtout après le déménagement de Miami à Toronto de la mission commerciale nicaraguayenne en Amérique du Nord: comme quoi une attitude indépendante peut être lucrative. En même temps, on a repris l'aide au Salvador.

Pour lui donner un cachet nouveau, cependant, le gouvernement annonçait, au printemps 1985, que c'est à l'Association nationale de l'entreprise privée du Salvador que les huit millions de dollars seraient versés par l'ACDI! Le fait que l'ANEP soit une base de l'extrême-droite anti-Duarte ne semble pas préoccuper les artisans de la nouvelle politique! De toute façon, les fonds devront servir à l'achat de biens et de services canadiens.

Le point le plus délicat touchant l'Amérique centrale demeure pourtant celui de la sécurité. Les États-Unis «avec lesquels il existe un large consensus sur les grands objectifs et les orientations fondamentales», après avoir accusé le

Nicaragua d'exporter sa révolution, disent maintenant que «son gouvernement est illégitime et doit être renversé». Or le Canada soutient toujours Contadora, qui préconise des négociations en vue d'une solution pacifique; il a même offert ses services de médiateur! On voit difficilement comment il pourra longtemps maintenir cette position tout en continuant d'être d'accord avec les États-Unis sur les «orientations fondamentales»...

La marge de manoeuvre rétrécit

Si on passe en revue les déclarations et les actions concrètes du gouvernement canadien, depuis sept ans qu'une situation de guerre existe en Amérique centrale, on peut dégager les points suivants.

1) Le gouvernement a disposé et dispose encore d'une marge de manoeuvre réelle. Comme le souligne Baranyi, on ne peut pas dire que ses positions soient la copie conforme de celles du géant du sud, même si les convergences augmentent entre les deux pays.

2) Cette marge de manoeuvre est variable. C'est vers 1980 que le Canada poursuit dans la région la politique la plus indépendante des États-Unis: dénonçant explicitement les violations des droits de l'homme au Salvador et condamnant

(implicitement) l'engagement militaire américain dans la région. Il reconnaît également la légitimité du régime sandiniste, encore qu'il faudra deux ans avant qu'il ne débloque une aide concrète en direction de Managua.

Par la suite, les différences avec les États-Unis s'atténuent, en même temps que les intérêts économiques et la «défense des valeurs de l'Occident» prennent le pas sur la «coopération avec le tiers monde» au niveau du discours. Les Conservateurs ne font ici que progresser dans la direction prise par les Libéraux lors du virage de 1981-82.

3) Quels facteurs ont pu influencer ce réaligement? Je suggère qu'il faut placer au premier rang des facteurs internes la perception d'un «glissement à droite» au sein de la population, suite à la crise économique et aux désillusions à l'égard des possibilités de changement dans le tiers monde. Bien que des groupes de pression progressistes et pacifistes continuent de se manifester régulièrement (et possèdent sans doute un poids plus grand ici qu'aux États-Unis, du moins au sujet de l'Amérique latine), le gouvernement sent qu'il a les coudées plus franches pour obéir aux seuls intérêts économiques. L'aide humanitaire est de plus en plus limitée aux 11% des ONG.

4) Le facteur externe le plus important est sans contredit la nouvelle philosophie qui, depuis 1981, irradie de la Maison blanche: alors que le président Carter, plus proche des vues de P.E. Trudeau, appuyait jusqu'au début de 1980 des régimes centristes et réformistes, Ronald Reagan place tous ses espoirs et une aide imposante dans des régimes autoritaires de droite. Sous sa présidence, les États-Unis regagnent en Occident une hégémonie qu'on croyait perdue, comme l'avoue assez candidement le Livre gris¹⁰.

Présentement on peut craindre que le Canada, s'alignant encore davantage sur les États-Unis, n'en vienne bientôt à limiter sa politique indépendante au seul domaine de l'aide humanitaire et des réfugiés. Dans le contexte des négociations en vue du libre-échange entre les deux pays, les États-Unis sont en position d'offrir des avantages économiques beaucoup plus importants que le monopole du commerce avec le Nicaragua dont nous jouissons maintenant. Il n'en est que plus urgent de renforcer les pressions conjuguées des groupes populaires, syndicaux, pacifistes et religieux, pressions qui ont rendu possible dans le passé une politique canadienne plus favorable aux peuples d'Amérique centrale. ■

10. Cf. p.31.

ÉDUCER À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

par Fabien Leboeuf

Recherchiste à Développement et Paix¹

Souvent terrain d'affrontement et de domination, l'action économique peut ouvrir des dialogues et susciter des coopérations. Pourtant elle risque d'absorber à l'excès les forces de la liberté. C'est pourquoi le passage de l'économique au politique s'avère nécessaire. (*Octogesima adveniens*, no 46)

Éducation au développement, formation de l'opinion publique, sensibilisation, conscientisation, éducation à la solidarité internationale... Le langage reste imprécis, parce que l'expérience, jeune encore, cherche ses voies, mais aussi parce que les analyses et les approches divergent.

Un phénomène récent

Quoi qu'il en soit, et sans prétendre naïvement que le monde a commencé avec la dernière pluie, l'éducation à la solidarité internationale est un phénomène récent au Québec. Les orga-

nismes de coopération internationale (OCI) sont eux-mêmes jeunes; l'éducation l'est encore plus, les OCI naissants s'étant surtout préoccupés de leurs campagnes de financement et de leurs projets «outre-mer». Dans les meilleurs des cas, ces «levées de fonds» se sont voulues éducatives et ont refusé de faire appel aux préjugés habituels sur le tiers monde.

L'éducation a donc dû tailler sa place dans les OCI. Cela a occasionné des débats parfois douloureux. On craignait que l'éducation, nécessairement plus «politique», compromette les campagnes de financement, que le public retire son appui, que les gouvernements bailleurs de fonds refusent leurs subventions. Ces craintes ne se sont pas avérées complètement dénuées de fondement. L'ACDI (Agence canadienne de développement international) n'a pas hésité à menacer quelques OCI de leur couper les vivres s'ils maintenaient certains programmes éducatifs, par exemple contre la militarisation, ou encore contre des compagnies canadiennes complices de l'exploitation du tiers monde. Le SUCO (Service universitaire canadien outre-mer), qui s'est vu complètement rejeté par l'ACDI, illustre de manière typique le cas limite de cette répression.

Pour ces raisons, et d'autres également liées à une pauvre compréhension du tiers-monde, plusieurs OCI refusent encore d'assumer leur tâche éducative, et recourent aux pires sentiments et clichés misérabilistes pour «accroître leur levée de fonds». D'autres, telle l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale), qui avaient commencé de l'assumer, ont

reculé devant les difficultés et les pressions, et se sont rabattus sur les campagnes d'«image publique».

L'éducation à la solidarité internationale a tout de même fait son chemin. Le nombre de «grandes ONG»² qui s'y risquent est encore petit, mais deux catégories d'institutions ont parcouru une trajectoire rapide. La première comprend un grand nombre de carrefours régionaux de solidarité internationale (Alma, Lanaudière, Trois-Rivières, Québec, Rimouski, Thetford-les-Mines, Sherbrooke...) et de comités de solidarité spécialisés sur un pays ou un thème (Afrique du Sud, Nicaragua, Philippines, El Salvador, Argentine...) qu'on a vus naître depuis quelques années au Québec. Ces groupes ont de la difficulté à trouver l'argent et les ressources dont ils ont besoin, peut-être précisément à cause de la qualité de leur travail, qui fait peur.

Dans la deuxième catégorie, on trouve les syndicats (la CSN et la CEQ ont créé des instances d'éducation à la solidarité internationale), les groupes populaires (par exemple, la table ronde des OVEP³ de l'Outaouais inscrit chaque année la solidarité internationale à son programme de travail), les groupes de femmes, les groupes de jeunes, etc. Une conception très dynamique de la solidarité internationale y prend forme: la solidarité entre groupes de base d'ici et groupes similaires dans le tiers monde sur une base d'égalité et de soutien mutuel dans les luttes. Cette forme de solidarité ne se trouve évidemment pas facilement du financement, surtout de la part des gouvernements et d'une majorité d'ONG, et ces groupes doivent d'abord compter sur leurs propres moyens.